

Poutine à Brégançon : ce que Macron devrait lui dire

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 22 août 2019

Source [Boulevard Voltaire] Notre narcissique Président joue les Maître Jacques entre Vladimir Poutine, reçu à Brégançon, et les membres du G7, réunis à Biarritz, et dont le chef de l'État russe a été exclu depuis 2014. Depuis, les relations entre la Russie et les puissances occidentales se sont aigries au point d'être devenues plus difficiles que dans les dernières années de l'URSS. Le nombre des dossiers sensibles et des points chauds s'est accru sans qu'aucune solution ne paraisse en vue. L'absence de la Russie, mais aussi de la Chine et de l'Inde, au G7 relativise beaucoup l'importance de cette réunion des pays riches inscrits dans l'axe atlantique derrière les États-Unis : le Royaume-Uni, le Canada et leurs alliés inconditionnels, l'Allemagne, l'Italie, le Japon. Il fut un temps où la France faisait entendre sa voix singulière.

Il est probable que les dirigeants éviteront d'évoquer les manifestations de Moscou et de Paris et leur répression. La France n'a pas de leçon à donner dans ce domaine. En revanche, quatre questions devraient être abordées. Or, dans chacun de ces cas, notre pays aurait tout intérêt à s'entendre avec la Russie : c'est vrai pour la Libye, où la réunification du pays sous un régime fort permettrait à la fois de couper l'une des routes de l'immigration illégale et de tarir en partie l'approvisionnement des groupes rebelles et salafistes qui infestent le Sahel, où les troupes françaises sont engagées et exposées. La victoire du maréchal Haftar, n'en déplaît à l'ONU, à certains Européens et surtout à la Turquie et au Qatar, qui soutiennent les Frères musulmans de Misrata, serait un point positif pour les deux pays.

En Ukraine, la solution du fédéralisme proposée depuis longtemps par Moscou permettrait de trouver une issue à la guerre du Donbass, mais à condition de reconnaître la légitimité du retour de la Crimée à la Russie. Les sanctions appliquées en raison de cette annexion sont injustes et stupides. La Crimée n'a été incluse dans l'Ukraine que dans les années cinquante. La séparation de cette république soviétique d'avec la Russie date de 1991. Les habitants de Crimée sont russes, parlent russe et ont voté leur rattachement à une écrasante majorité. L'élection d'un nouveau président ukrainien moins dépendant des nationalistes de l'ouest du pays ouvre une possibilité.

L'entêtement criminel des Occidentaux en Syrie rend les choses plus difficiles. Non seulement ils ont encouragé les rebelles, mais ils ont financé, équipé et armé les djihadistes en concurrence avec leurs alliés de Turquie et du Golfe. Ils ont, à plusieurs reprises, attaqué l'armée syrienne et continuent d'interdire à celle-ci d'occuper l'est du pays laissé avec ses champs de pétrole aux mains des Kurdes, bien incapables de tenir le pays sans le soutien occidental. Cette situation, accompagnée là aussi de sanctions économiques, empêche la Syrie de retrouver un niveau économique et social capable de réparer les ruines et de mettre un terme à la misère de la population. On ne soulignera jamais assez le cynisme et la mauvaise foi des Occidentaux dans cette tragédie dont ils sont les principaux responsables. L'armée syrienne, soutenue par la Russie, peine à chasser les miliciens d'Al-Qaïda de la zone d'Idlib, en partie occupée par la Turquie au mépris du droit international, et les Occidentaux continuent à menacer une armée, qui intervient dans son propre pays, de représailles au cas d'utilisation d'armes chimiques qui pourraient parfaitement avoir été employées par leurs adversaires.

Restent, bien sûr, les sanctions à l'encontre de l'allié iranien de la Russie. Apparemment, les deux pays

souhaitent qu'elles soient levées et désirent limiter l'accès de l'Iran au nucléaire civil à l'exclusion du militaire. Mais on mesure, sur ce point, la fragilité de la France, et de l'Europe, à l'égard des États-Unis, aptes à punir toute entreprise étrangère utilisant notamment la monnaie américaine, ou présente sur le sol américain pour avoir eu des relations économiques avec l'Iran. Des amendes, des poursuites judiciaires contre les entreprises ou leurs dirigeants ne sont pas exclues. Macron, qui a facilité la reprise d'Alstom par l'américain General Electric à la suite des actions judiciaires menées contre les dirigeants français de l'entreprise, est mal placé pour jouer les gros bras dans cette affaire. Maître Jacques à Brégançon, il risque de n'être plus que la mouche du coche à Biarritz, un coche dont le cocher s'appelle Trump...